

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

C.C.A.P

établi au mois de mai 2015

comportant 17 pages

OBJET

CONSTRUCTION D'UN POLE CULTUREL A SAINT-PIERRE-D'IRUBE

MAITRE D'OUVRAGE

Communauté de Communes Nive Adour

32, place de l'Eglise

64990 MOUGUERRE

MAITRISE D'OEUVRE

Service Technique Intercommunal de l'Agence Publique de Gestion Locale

MAISON DES COMMUNES

Rue Auguste Renoir

CS 40609 64006 PAU CEDEX

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1- Objet du marché	4
1.2 - Tranches et lots	4
1.3 - Modalités d'exécution	4

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ4

ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX ET REGLEMENTS DES COMPTES

3.1 - Répartition des paiements	5
3.2 - Tranche(s) conditionnelle(s)	5
3.3 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlements des comptes - travaux en régie	5
3.4 - Variation dans les prix	7
3.5 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants	8
3.6 - Délai de paiement.....	9

ARTICLE 4 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 - Délai d'exécution des travaux	9
4.2 - Prolongation du délai d'exécution	9
4.3 - Pénalités pour retard - Primes d'avance	9
4.4 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution	9
4.5 - Délais et retenues pour remise de documents pendant exécution	10
4.6 - Pénalités pour absence aux réunions de chantier	10
4.7 - Pénalités pour manquement au nettoyage du chantier	10
4.8 - Repliement des installations - Remise en état des lieux	10

ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 - Cautionnement - Retenue de garantie	10
5.2 - Avance forfaitaire	11
5.3 - Avance sur matériels	11
5.4 - Assurances	11

5.5 - Documents à produire en cours d'exécution	11
---	----

ARTICLE 6 : PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 - Provenance des matériaux et produits	11
6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunts	12
6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	12
6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le pouvoir adjudicateur	12

ARTICLE 7 : IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 - Piquetage général	12
7.2 - Piquetage des ouvrages souterrains ou enterrés	12
7.3 - Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux - Vérification préalable	12

ARTICLE 8 : PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 - Période de préparation - Organisation du chantier - Programme d'exécution des travaux	13
8.2 - Plan d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail	15
8.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	15
8.4 - Organisation - Sécurité et hygiène des chantiers	16

ARTICLE 9 : CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	16
9.2 - Réception	17
9.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	17
9.4 - Documents fournis après exécution	17
9.5 - Délai de garantie	17
9.6 - Garanties particulières	17

ARTICLE 10 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX17

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent les travaux de construction d'un pôle culturel à Saint-Pierre-d'Irube.

1.2 - Décomposition de l'opération

L'opération est répartie en 13 lots selon la décomposition suivante :

- LOT N° 1 : V.R.D.
- LOT N° 2 : GROS ŒUVRE
- LOT N° 3 : CHARPENTE BOIS - COUVERTURE TUILES - ZINGUERIE
- LOT N° 4 : ÉTANCHÉITÉ
- LOT N° 5 : MENUISERIE ALUMINIUM - SERRURERIE
- LOT N° 6 : MENUISERIE BOIS
- LOT N° 7 : PLATRERIE - FAUX-PLAFOND - ISOLATION
- LOT N° 8 : CHAPE - CARRELAGE - FAIENCE
- LOT N° 9 : CHAPE - REVETEMENT COLLE
- LOT N° 10 : PEINTURE - REVETEMENT MURAL
- LOT N° 11 : ASCENSEUR
- LOT N° 12 : PLOMBERIE - SANITAIRE - CHAUFFAGE - VENTILATION
- LOT N° 13 : ELECTRICITE

1.3 - Modalités d'exécution

Les travaux seront traités en entreprise individuelle ou groupement d'opérateurs économiques pour chaque lot.

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

a) Pièces particulières :

- . Acte d'Engagement (A.E.),
- . Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- . Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) accompagné du devis descriptif estimatif,
- . Plans et documents définis par le maître d'œuvre et les Bureaux d'Etude.
- . Plan général de coordination établi par le coordonnateur.

Ces documents font partie de la propriété intellectuelle de leur concepteur. Ils ne pourront être divulgués à d'autres personnes qu'avec son assentiment .

b) Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur dans le mois de la signature de l'acte d'engagement par le titulaire.

- . Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés de travaux,

- . Fascicules du C.P.C. (Cahier des Prescriptions Communes) encore en vigueur,
- . Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.),
- . Avis techniques et prescriptions particulières des fabricants.
- . Normes nationales homologuées qui transposent les normes européennes,
- . Normes internationales transposées,
- . Normes nationales homologuées ne transposant pas les normes européennes .

Les documents énumérés en "b" bien que non joints au marché sont réputés connus des soumissionnaires. Ces derniers leur reconnaissent expressément leur caractère contractuel.

ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES, VARIATION DANS LES PRIX, REGLEMENTS DES COMPTES

3.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique, s'il y a lieu, ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

3.2 - Tranche(s) conditionnelle(s)

Sans objet

3.3 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et des règlements des comptes - Travaux en régie

3.3.1 - Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels définis à l'article 4.2.

Le montant du poste "frais de coordination" qui figure dans l'acte d'engagement est réputé comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination des travaux faisant l'objet de divers lots, la marge du mandataire ou du titulaire pour défaillance éventuelle des cotraitants ou des sous-traitants chargés de l'exécution de ces lots.

Les prix de chaque lot sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations faisant l'objet du lot, la marge du mandataire, du titulaire ou du cotraitant auquel le lot est assigné pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessus.

Les prix afférents au lot assigné au mandataire ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées au 12 de l'article 10 du C.C.A.G.

3.3.2 - Travaux de fondations

Le projet de travaux comporte un système de fondations, arrêté à une cote forfaitaire déterminée d'après des sondages effectués sur place.

Si par la suite lors du déroulement des travaux des conditions imprévisibles et les études menées par le titulaire devaient amener une augmentation de ces travaux, ces derniers seraient réglés au mètre établi contradictoirement avec le maître d'œuvre, au moyen des prix unitaires du devis quantitatif et estimatif joint au présent C.C.A.P.

Après ouverture des fouilles et préalablement à toute exécution de fondation, des attachements écrits ou figurés seront établis contradictoirement avec le maître d'œuvre.

Toutes notes de calculs et justifications concernant les quantités de matériaux à mettre en œuvre seront fournies au maître d'œuvre pour vérification, avant tout commencement des fondations.

A défaut d'attachement et de justifications, le titulaire ne pourra obtenir le règlement des travaux de fondations correspondants.

3.3.3 - Travaux non prévus

Les travaux non prévus devront faire l'objet d'une décision de poursuivre prise par le représentant du pouvoir adjudicateur ou d'un avenant et d'un ordre de service écrit établi par le maître d'œuvre après accord du représentant du pouvoir adjudicateur et ceci avant tout commencement d'exécution.

Le règlement des dits travaux sera effectué d'après les prix unitaires figurant au devis descriptif estimatif du marché.

Dans le cas où les travaux ne sont pas assimilables à ceux portés au marché, ils pourront être réglés sur la base des prix unitaires convenus contradictoirement avec le maître d'œuvre et après accord du représentant du pouvoir adjudicateur.

3.3.4. - Les projets de décomptes seront présentés conformément aux indications suivantes

a) acomptes sur approvisionnement

Sous réserve de la production de copies de factures revêtues d'une mention d'acquit signé par le fournisseur, le titulaire pourra faire figurer dans un projet de décompte, pour des éléments approvisionnés, le montant de la valeur H.T. "fourniture".

le titulaire devra, pour obtenir le paiement des acomptes approvisionnés, joindre à sa situation, une attestation rédigée comme suit (ce montant ne pourra excéder 60 % du montant initial du marché) :

Je soussigné Directeur de la Société
 ayant son siège social à certifie avoir acquis en toute
 propriété le matériel désigné dans notre mémoire n°
 du de euros , qu'il a effectivement été payé et qu'il est destiné
 aux travaux de

Fait à, le

(signature)

En cas de vol ou de détérioration, le titulaire sera tenu de remplacer les approvisionnements à l'identique ou de restituer les acomptes correspondants.

b) situations mensuelles

Au début de chaque mois, le titulaire devra transmettre au maître d'œuvre, en vue du mandatement d'un acompte, une situation des travaux ou fournitures qu'il a effectués au cours du mois précédent.

Le titulaire devra indiquer en tête de chaque situation le numéro du lot et la nature des travaux correspondant de manière détaillée suivant le devis estimatif du marché et la date à laquelle cette situation est arrêtée.

Lorsque le titulaire aura omis de remettre au maître d'œuvre sa situation dans le délai ci-dessus fixé, le mandatement de l'acompte correspondant sera effectué en même temps que celui de l'acompte relatif à la période suivante .

Les situations mensuelles reprendront les travaux exécutés dans le mois. A la fin d'un mois donné, la situation fera apparaître le montant total des travaux exécutés au dernier jour de ce mois.

Le montant des travaux à prendre en compte pour un mois donné sera la différence entre le montant global exécuté à la fin du mois considéré et le montant global réalisé à la fin du mois précédent.

En ce qui concerne les situations de révision de prix, dans la mesure où le marché prévoit une clause de révision des prix (cf. article suivant), et en attendant la publication des index relatifs au mois d'exécution, le titulaire aura la possibilité de présenter des situations provisoires sur la base des derniers index connus. Les corrections seront apportées sur les situations mensuelles au fur et à mesure de la parution des index.

N.B. : Dans le cas de situation manuscrite, le titulaire devra arrêter la somme en toutes lettres et signer.

c) Décompte Général et Définitif (DGD)

Dans un délai de 30 jours à compter de la réception des travaux, le titulaire sera tenu d'adresser au maître d'œuvre le projet de décompte final de ses travaux.

Ce projet de décompte fera dans tous les cas, l'objet de décomptes séparés comprenant :

- 1) décompte détaillé des travaux exécutés suivant le marché initial,
- 2) décompte détaillé des travaux en déduction établi suivant les mêmes bases que ci-dessus, pour les travaux prévus au marché et qui, éventuellement, ne seraient pas exécutés,
- 3) décompte des travaux supplémentaires rappelant dans tous les cas, les numéros et dates des ordres de service correspondants,
- 4) décompte de révision de prix si le marché prévoit une clause de révision des prix (cf. article suivant).
- 5) sur ce décompte final seront déduites les pénalités (cf. articles ci-après).

Le projet de décompte final ne pourra être soldé qu'après fourniture des documents réclamés par le maître d'oeuvre, le bureau de contrôle et le coordonnateur (P.V, plans de récolement, etc ...).

La notification du décompte général à l'entreprise interviendra dans les 30 jours .Le titulaire disposera à nouveau de 30 jours pour signer et notifier le document qui deviendra le décompte général définitif (DGD).

En cas de silence du pouvoir adjudicateur à l'issue des 30 jours après réception du projet de décompte final du titulaire, ce dernier lui notifie le projet de décompte général. Si le pouvoir adjudicateur ne réagit toujours pas pendant les 10 jours suivant cette notification, le projet transmis par le titulaire deviendra le DGD tacite.

3.4 - Variation dans les prix

Les prix sont fermes et définitifs.

a) Mois d'établissement du prix du marché :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la fixation du prix dans l'offre. Ce mois est appelé mois "zéro" (M0).

b) La formule d'actualisation à appliquer sera la suivante :

$$P = P_0 \times \frac{(\text{Index BT ou TP principal du lot correspondant à Mi-3})}{(\text{Index BT ou TP principal du lot correspondant à M0})}$$

dans laquelle :

P₀ : Prix initial du marché indiqué dans les conditions économiques du mois "zéro" (m0)

P : Prix actualisé

Mi est le mois de la date d'effet de l'ordre de service de démarrage des travaux.

L'index BT applicable est l'index BT correspondant au lot concerné

3.5 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.5.1 - Désignation des sous-traitants en cours de marché

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance ; si ce dernier est un cotraitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire du groupement.

L'avenant ou l'acte spécial indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées.
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, savoir :
 - . les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes
 - . la date (ou le mois) d'établissement des prix,
 - . les modalités de révision des prix éventuellement si le marché le prévoit,
 - . les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses,
- la personne habilitée à donner les renseignements,
- le comptable assignataire des paiements,
- si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

Un sous-traitant indirect ne sera accepté qu'à la condition que son entrepreneur principal apporte la preuve qu'il est techniquement mis dans l'obligation de faire intervenir un spécialiste sous-traitant dont le paiement direct par le maître d'ouvrage ne sera pas agréé.

Dans tous les cas le sous-traitant ou co-traitant devra fournir la copie des attestations d'assurance responsabilité civile et garantie décennale.

3.5.2 - Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des sous-traitants, compte-tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant ou sous-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce cotraitant.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation jointe en double exemplaire au projet de décompte signé par le mandataire et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

3.6 - Délai de paiement

Le délai de paiement sera le délai maximum autorisé réglementairement.

ARTICLE 4 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution est arrêté dans l'acte d'engagement.

La période de préparation de 15 jours et les périodes de congés sont incluses dans ce délai.

L'Ordre de Service de démarrage des travaux vaudra aussi Ordre de Service de démarrage de la période de préparation.

Les travaux définis devront être exécutés dans ce délai selon les conditions prévues par le planning d'ensemble, tous corps d'état, définissant les durées d'intervention probables sur le chantier.

4.2 - Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G., le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 15 (quinze) jours ouvrables par lot.

Une prolongation du délai d'exécution correspondant aux journées d'intempéries au-dessus de 15 sera accordée dans la mesure où ces jours d'intempéries auront été acceptés par le Maître d'Ouvrage. Dans ce cadre l'entrepreneur indiquera chaque semaine au maître d'oeuvre les journées d'intempéries qui ne lui ont pas permis d'intervenir et il transmettra en fin de mois le relevé récapitulatif de la station météo la plus proche du chantier. Après vérification le maître d'oeuvre consignera les jours dans les compte-rendus de chantier.

4.3 - Pénalités pour retard - Primes d'avance

En cas de retard dans l'exécution des travaux il sera appliqué à l'encontre du ou des titulaires responsables de ce retard et sans qu'il soit besoin de recourir à une mise en demeure préalable une pénalité correspondant à 1/3000 ème du montant du marché par jour calendaire de retard conformément au CCAG.

Le titulaire ne pourra être exonéré des pénalités dont le montant serait inférieur à 1000 € H.T.

Il ne sera pas accordé de primes pour avance.

4.4 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue égale à 152 € (cent cinquante deux euros) sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du C.C.A.G. sur les sommes dues au titulaire.

4.5 - Délais et retenues pour remise de documents pendant exécution

En cas de retard dans la remise de documents demandés par le maître d'œuvre (au-delà de 15 jours à compter de la demande), il sera appliqué une pénalité de 1/2000ème (un pour deux mille) du montant du marché par jour calendaire de retard.

4.6 - Pénalités pour absence aux réunions de chantier

Une pénalité de 45 € (quarante cinq euros) sera appliquée à chaque absence injustifiée.

4.7 - Pénalités pour manquement au nettoyage de chantier

Le titulaire est tenu au nettoyage journalier des lieux où il a exercé son activité sur le chantier. En cas de non respect de cette obligation il sera passible sans qu'il soit besoin de recourir à une mise en demeure préalable d'une pénalité fixée à 15 € (quinze euros) par jour calendaire de retard.

4.8 - Repliement des installations - Remise en état des lieux

Le titulaire doit procéder au dégagement, au repliement de ses installations au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition pour l'exécution du chantier. S'il n'en était pas ainsi, le pouvoir adjudicateur y pourvoirait d'office, aux frais et risques du titulaire défaillant, à l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la date de notification au titulaire de l'ordre de service le mettant en demeure de respecter ces prescriptions (C.C.A.G. Travaux, art. 37.2).

Si le pouvoir adjudicateur estime que ce délai de trente jours est trop long en raison de la gêne causée aux riverains, aux usagers ou à toute autre personne, il peut prendre une mesure dérogatoire et décider de réduire ce délai.

ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 - Cautions - Retenue de garantie

Il sera effectué une retenue de garantie de 5 % (cinq pour cent) du montant de chaque situation mensuelle, au fur et à mesure de l'avancement des travaux,. Cette retenue sera aussi appliquée sur les avenants éventuels.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire ou par une garantie à première demande représentant 5 % du montant total du marché compris suppléments éventuels. Cette caution ne pourra pas couvrir l'avance forfaitaire (cf article 5.2).

La retenue de garantie est remboursée, et les établissements ayant accordé leur caution sont libérés si l'Administration contractante n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie, notifié par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement suivant le cas, que le marché n'a pas été correctement exécuté.

En l'absence de cette notification, le remboursement de la retenue de garantie intervient dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie.

Dans le cas où cette notification a été effectuée, il ne peut être mis fin à l'engagement de l'établissement que par main-levée délivrée par l'Administration contractante.

5.2 - Avance

Si le montant du marché du titulaire est supérieur à 50 000 euros H.T et dans la mesure où il n'y renoncerait pas volontairement dans son acte d'engagement, une avance sera accordée sous réserve que le titulaire constitue une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire spécifique couvrant le montant de l'avance. Cette avance sera égale à 5% du montant T.T.C des prestations à exécuter dans les douze premiers mois après la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché, du bon de commande ou de la tranche si la durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65 % du montant du marché, du bon de commande ou de la tranche.

Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

5.3 - Avance sur matériels

Aucune avance sur matériels ne sera versée au titulaire.

5.4 - Assurances

Le titulaire doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est titulaire:

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités suivant les principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil (garantie décennale) si les travaux nécessitent cette garantie.

5.5 - Documents à produire en cours d'exécution

Tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, le titulaire devra remettre les documents suivants :

1. une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale (prévues à l'article L.243-15 du code du travail) émanant de l'organisme de protection sociale chargé de leur recouvrement et datant de moins de six mois. Durant l'exécution du marché, l'acheteur public doit demander à son cocontractant cette attestation à chaque fois qu'une période supplémentaire de six mois s'est écoulée, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché. L'acheteur doit également s'assurer de l'authenticité de cette attestation au de l'organisme de recouvrement.

2. une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement lorsque le cocontractant emploie des salariés.

Si, le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le pouvoir adjudicateur pourra rompre le contrat, sans indemnités, aux frais et risques de l'entrepreneur.».

ARTICLE 6 : PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 - Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à le titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunts

Sans objet.

6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1 - Le C.C.T.P. définit éventuellement les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

6.3.2 - Le C.C.T.P. précise éventuellement quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entreprise et de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes,

6.3.3- Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur les dispositions différentes, les vérifications seront assurées par un Bureau de Contrôle agréé par le maître d'oeuvre aux frais du pouvoir adjudicateur.

6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le pouvoir adjudicateur

Dès la remise par le pouvoir adjudicateur de matériaux ou produits, le titulaire concerné en devient pleinement responsable.

ARTICLE 7 : IMPLANTATION DES OUVRAGES.

7.1 - Piquetage général

Le piquetage général sera effectué par le titulaire du lot gros œuvre contradictoirement avec le maître d'oeuvre avant le commencement des travaux. Le coût de ce piquetage est inclus dans le montant du marché.

7.2 - Piquetage des ouvrages souterrains et enterrés

Les travaux correspondants seront exécutés par le titulaire du lot gros œuvre.

7.3 - Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux - Vérification préalable

Le titulaire est réputé, avant la signature du marché :

- avoir pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,

- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,

- avoir procédé à une visite détaillée du site et avoir pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venue d'eau, etc...), l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, lieu d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc...),

- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et le devis descriptif, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels près du maître d'œuvre, et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (service des Ponts et Chaussées, services Municipaux, service des Eaux, Electricité de France, Gaz de France, France Télécom., etc...).

ARTICLE 8 : PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 - Période de préparation, organisation du chantier, programme d'exécution des travaux

La période de préparation est incluse dans le délai contractuel. Le titulaire n'est pas tenu de soumettre au visa du maître d'œuvre le programme d'exécution, sauf en ce qui concerne la mise au point définitive du calendrier d'exécution, comme précisé au paragraphe "4.1" ci-dessus.

L'organisation du chantier est réglée par les stipulations suivantes :

a) sur le plan administratif

Respect des circuits et liaisons prévus entre les parties contractuelles.

Acceptation d'une discipline générale : représentation aux rendez-vous et réunions par des agents qualifiés, fourniture des documents dans les délais impartis.

b) sur le plan technique

D'une manière générale, l'organisation du chantier sera conforme aux prescriptions du C.C.A.G.

Le titulaire est d'autre part tenu :

- de prendre à son compte toutes les dispositions nécessaires pour protéger ses travaux contre les intempéries, chocs ou détériorations quelconques. Le titulaire restera responsable des dégâts résultant de l'inobservation de cette clause,

- de suivre l'ensemble des travaux, d'exécuter les ordres donnés directement par le maître d'œuvre, en ce qui concerne la qualité des travaux et les délais d'exécution, de s'entendre avec les autres entrepreneurs titulaires, de mettre tout en œuvre pour créer et maintenir le climat de coopération indispensable à la bonne entente et à une collaboration efficace,

- il doit notamment reconnaître, par avance, tout ce qui intéresse la réalisation de ses travaux, fournir les indications nécessaires à ses propres travaux, s'assurer qu'elles sont suivies et en cas de contestation en référer au maître d'œuvre en temps voulu et par écrit.

- de préciser au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé ses modalités d'intervention sur le chantier, les contraintes et risques importés et exportés, vis-à-vis des autres entreprises et des tiers, les moyens de prévention envisagés, notamment ceux mis en commun (échafaudage, grue, chariot de manutention, etc...).

c) dépenses communes de chantier

1 - Dépenses d'investissement

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la première colonne du tableau ci-après sont rémunérées par les prix du marché conclu avec le titulaire qui est chargé de l'exécution du lot indiqué dans la deuxième colonne du dit tableau.

Exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau et d'électricité. Etablissement des clôtures et panneaux de chantier. Installation d'éclairage et de signalisation. Installations communes de sécurité et d'hygiène (sanitaires, vestiaires, réfectoires, infirmerie...).Installation du téléphone de chantier. Branchements provisoires d'égout.	GROS ŒUVRE
Réseau provisoire intérieur d'eau, y compris son raccordement.	PLOMBERIE
Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments.	COUVERTURE
Réseau provisoire intérieur d'électricité y compris son raccordement.	ELECTRICITE

Chaque entreprise devra exécuter ou faire exécuter à ses frais les trous, scellements et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot qui est attribué.

2 - Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus en 1 sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant, étant précisé qu'incombent au lot "gros œuvre":

- les charges temporaires de voirie et de police,
- les frais de gardiennage et de fermetures provisoires des bâtiments et du chantier.
- la réalisation du panneau de chantier
- la location et l'exploitation d'un bloc sanitaire
- la location d'un local de chantier,
- les branchements provisoires d'eau et d'électricité de chantier.

Pour le nettoyage du chantier :

- chaque entrepreneur titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé,
- chaque entrepreneur titulaire fera son affaire de l'évacuation de ses propres déchets,
- chaque entrepreneur titulaire doit procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisées, au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées,
- l'entrepreneur titulaire du lot gros œuvre a la charge de la mise en place des bennes de chantier et de leur enlèvement régulier ainsi que du respect du tri et de l'enlèvement de tous gravats dont l'origine n'aura pu être déterminée.

3 - Dépenses de consommation

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'une entreprise déterminée, les dépenses indiquées ci-après :

- quittances d'eau, d'électricité et de téléphone,
- chauffage du chantier,
- frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés dans les cas suivants :
 - . l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert,
 - . les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés au titulaire d'un lot déterminé,
 - . la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

4 - Dépenses de réparation

De la même manière font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'une entreprise déterminée, les dépenses de réparation d'un ouvrage quelconque détérioré lorsque:

- . l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert,
- . les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés au titulaire d'un lot déterminé,
- . la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

Le titulaire du lot gros-oeuvre procédera au règlement des dépenses correspondantes, mais pourra demander des avances aux autres entrepreneurs titulaires. Il effectuera en fin de chantier la répartition des dites dépenses en gardant à sa charge 50 % de leur montant et en sous-répartissant le complément entre les autres entrepreneurs proportionnellement aux montants des décomptes finals de leurs marchés.

Pour ce qui concerne la répartition des dépenses dites communes, l'action du maître d'œuvre sera limitée au rôle d'amiable conciliateur qu'il pourra jouer dans les cas où les répartitions stipulées à l'alinéa qui précède conduiraient à des différends entre les entrepreneurs titulaires, si ces derniers lui demandent d'émettre un avis destiné à faciliter le règlement de ces différends.

8.2 - Plan d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détails

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le service technique intercommunal et les Bureaux d'études.

Le titulaire établira, à partir de ces documents, ceux nécessaires à la réalisation de ses ouvrages, tels que croquis de chantier, notes de calculs et études de détails qui devront être soumis à l'approbation du maître d'œuvre et du bureau de contrôle avant exécution.

Un exemplaire de ces documents, visés par le maître d'œuvre, devra être remis au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, pour constituer le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.).

8.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

8.3.1 - La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

8.3.2 - La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne pourra excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

8.3.3 - Action d'insertion : sans objet

8.4 - Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

L'organisation, la sécurité et l'hygiène du chantier seront conformes à la réglementation en vigueur.

Le chantier sera conduit dans le respect des principes généraux de prévention, définis par le Code du Travail. Les prescriptions en la matière lui sont entièrement applicables. Les équipements de protection individuelle sont obligatoires et notamment casque et chaussures de sécurité.

L'opération comporte l'exécution de travaux comportant des risques particuliers (risque de chute de hauteur de plus de 3 m). Elle est soumise à déclaration préalable et impose un Plan Général de Coordination (P.G.C.). Elle impose aussi aux entreprises l'établissement de Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

Le titulaire établira à cet effet, avec le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé et avant son intervention sur le chantier, un procès-verbal d'inspection commune. Il s'engagera à respecter les mesures de prévention retenues, durant la totalité du chantier.

En cas d'inobservation des règles d'hygiène et sécurité ou des consignes formulées par le coordonnateur sécurité, il sera appliqué, sans qu'il soit tenu d'effectuer une mise en demeure préalable, une pénalité de 76 €. En cas de récidive le montant de cette pénalité sera doublée. La sanction pourra aller en cas de faute grave ou de négligence coupable jusqu'à la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire, ceci après mise en demeure effectuée par lettre recommandée par le pouvoir adjudicateur.

Bien que cette disposition ne soit pas obligatoire à ce chantier, la présence de secouristes du travail sera appréciée. Le titulaire signalera la personne qualifiée dans cette aptitude (la formation secouriste du travail est dispensée gratuitement par la CRAM, attestée dans la démarche prévention de l'entreprise).

ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 - Essais et contrôles techniques des ouvrages en cours de travaux

Le contrôle technique, en vue de la normalisation des risques d'effondrement en cours de travaux ainsi que des risques de désordres matériels susceptibles de mettre en cause la responsabilité décennale des constructeurs, sera exercé éventuellement par un Bureau de Contrôle agréé par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à communiquer, en temps utile, les études techniques, calculs et plans à cet organisme.

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. seront assurés.

Les installations électriques seront soumises au visa du CONSUEL. Les frais correspondants seront pris en compte dans l'offre du titulaire du lot électricité.

Les dispositions du 3 de l'article 24 du C.C.A.G. relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché ; s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le pouvoir adjudicateur.

9.2 - Réception

La réception des travaux ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Elle sera prononcée suivant les dispositions prévues à l'article 41 du C.C.A.G.

9.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9.4 - Documents fournis après exécution

Outre les documents que tout titulaire peut être amené à fournir avant ou tout au long du déroulement du chantier (plans d'exécution, notes de calculs, fiches techniques, procès-verbal de classement des matériaux...), les titulaires des lots VRD, gros-oeuvre, plomberie et électricité devront fournir, en trois exemplaires, après exécution des travaux, un plan de récolement coté des ouvrages réalisés.

Les titulaires des lots plomberie, électricité, ascenseur, matériel de cuisine, devront par ailleurs fournir les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en oeuvre.

Le titulaire du lot revêtement collé devra fournir la notice d'entretien du revêtement posé.

9.5 - Délai de garantie

Le marché comporte un délai de garantie de un an à compter de la réception des prestations dues par le titulaire.

9.6 - Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 10 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 3.3.4 c) déroge aux articles 13.4 du C.C.A.G dans la mesure où il impose la transmission du projet de décompte final au maître d'oeuvre seulement.

L'article 4.1 déroge aux articles 19.1.1 et 28.1 du C.C.A.G.

Ce même article déroge à l'article 20.4 du C.C.A.G. dans la mesure où il n'exonère pas des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1000 € H.T